



L'AIDE POUR LE COMMERCE ET LES CHAÎNES DE VALEUR DANS LE SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Le contexte économique dans lequel s'exerce l'activité agricole évolue rapidement sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation, de l'évolution des habitudes alimentaires, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la généralisation des progrès technologiques. Les changements survenus dans le commerce de détail des produits alimentaires se traduisent par une participation accrue du secteur privé dans l'agriculture et rendent le développement et l'amélioration des chaînes de valeur agricoles incontournables. Fondées au départ sur les possibilités d'accès aux marchés d'exportation, les chaînes de valeur s'étendent aujourd'hui aux marchés intérieurs à mesure que les marchés de détail évoluent de manière à répondre aux besoins des consommateurs urbains.

Pour les 70% de populations pauvres du monde qui vivent encore en milieu rural, l'agriculture reste la principale source de revenu et d'emploi. Le développement agricole est l'un des moyens de parvenir le plus rapidement à réduire la pauvreté; la croissance du secteur agricole pourrait être deux à quatre fois plus efficace que celle des autres secteurs pour réduire la pauvreté. La communauté du commerce et du développement a la possibilité d'exploiter le développement des chaînes de valeur pour réduire la pauvreté, même si cela ne va pas sans risque.

La crise des prix des produits alimentaires de 2007-2008 a dynamisé l'action des donateurs et l'agriculture occupe depuis lors une place plus importante dans le programme pour le développement. Au Sommet du G-8 de L'Aquila, qui a eu lieu en 2009, la communauté internationale s'est engagée à verser 22 milliards de dollars EU sur trois ans pour soutenir le développement agricole, et a approuvé un ensemble de principes visant à une mise en œuvre plus effective et plus stratégique de l'aide grâce à une meilleure coordination et à un investissement à long terme dans

les plans nationaux. Les promesses de contribution ont été confirmées au Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu en 2009 à Rome et lors des sommets du G-20 qui ont suivi.

L'Aide pour le commerce contribue à ces efforts. Ces dernières années, l'aide fournie au secteur agro-industriel dans le cadre de cette initiative a considérablement augmenté pour atteindre un montant record de 870 millions de dollars EU en 2010. Ce montant est tombé à 695 millions de dollars EU en 2011, ce qui coïncide avec la diminution globale de l'aide publique au développement (APD). L'Union européenne, le Japon, les États-Unis et la France sont les principaux donateurs bilatéraux dans ce secteur, mais les donateurs multilatéraux (IDA, FIDA, FAO) jouent aussi un rôle important.

Les résultats de l'enquête menée par l'OCDE et l'OMC auprès du secteur privé montrent que le coût (par exemple le coût de la production, du transport, de la main-d'œuvre ou de la certification) joue un rôle déterminant dans la plupart des décisions commerciales, même si la capacité à se conformer aux normes et aux spécifications des produits intervient de plus en plus dans les choix que font les entreprises chefs de file en matière d'approvisionnement et d'investissement, au même titre que d'autres facteurs tels que le cadre réglementaire et les qualifications de la main-d'œuvre. L'accès au financement et le manque d'infrastructures sont également une source majeure de préoccupation pour les fournisseurs des pays en développement.

L'analyse combinée des résultats de l'enquête et d'un certain nombre de cas d'expérience en matière d'Aide pour le commerce montre que la frontière entre l'intervention du secteur public et celle du secteur privé est plus mince qu'avant. Les efforts déployés par les entreprises chefs de file pour accroître l'efficacité de leurs chaînes de valeur incluent des

efforts de renforcement des capacités (des infrastructures au développement des compétences) qui sont très semblables à ceux entrepris au titre de l'Aide pour le commerce. Une nouvelle génération de programmes élaborés selon une approche public-privé conjointe du développement agricole regroupe tous ces éléments. Ces programmes, comme l'Initiative

pour le développement (accélééré) de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique (3ADI) et les initiatives menées dans le cadre du programme Grow Africa, offrent des perspectives prometteuses pour maximiser l'impact à la fois de l'Aide pour le commerce et de l'investissement du secteur privé.

